

# Elections européennes de mai 2019: revue de terrain(s)

**En mai 2019 se dérouleront les élections européennes. S'il existe des caractéristiques communes à l'ensemble du champ politique de l'Union européenne, des spécificités nationales résultant de la trajectoire des relations à l'Union demeurent. L'approche par les droits permet-elle de comprendre les enjeux qui se jouent dans ces élections ?**

Jan Robert SUESSER,  
membre du Bureau  
national de la LDH

**L**es élections pour le Parlement européen qui se tiendront entre le 23 et le 26 mai prochain seront la somme de vingt-sept élections nationales avec des offres politiques différentes d'un pays à l'autre, une variété de récits nationaux concernant l'Union européenne, de multiples attentes que les citoyens exprimeront à cette occasion. Mais parce que les réalités nationales incorporent et reflètent les forces et les faiblesses de la construction européenne et les caractéristiques de la mondialisation, des composantes convergentes à toute l'Union européenne se retrouveront dans ce temps électoral.

Comment lire le paysage politique en Europe ? Faut-il partir de la menace terroriste ? Faut-il mettre en avant l'opposition entre des identités particulières, exclusives de toutes autres (ethniques, nationales, régionales) et une identité européenne ? Terrorisme, identités particulières, identités globales participent « ponctuellement » de débats pertinents. Il s'agit cependant de ne pas occulter ce qui a partout structuré les préoccupations des populations sur les quatre dernières décennies avec, maintenant, les inégalités accrues et une confiance dans un « progrès » pour tous qui a beaucoup reculé. Avec des spécificités nationales sur lesquelles nous reviendrons, on peut décrire le paysage politique en Europe comme l'affron-

tement multi-décennal de trois orientations. Une approche qui donne la primauté à la compétition dans tous les rapports au sein de la société. Une approche qui affirme qu'avec la mondialisation nos sociétés ne pourraient plus assurer l'égal accès aux droits fondamentaux pour toutes et tous. Une approche qui continue à s'inscrire dans le cadre des droits pour toutes et tous, celui de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Ce paysage ne reprend donc pas les oppositions binaires que beaucoup nous présentent (par exemple « progressistes et nationalistes », « identitaires et mondialistes »).

## Trois grandes approches politiques en Europe

La première approche donne la primauté à la compétition dans tous les rapports au sein de la société. Trouver sa place dans le contexte de la compétition économique serait d'abord une responsabilité individuelle. De Leszek Balcerowicz et Tony Blair à Emmanuel Macron, cette primauté conduit à considérer que le rôle des politiques publiques est d'assurer une égalité des chances sans avoir à assurer l'égalité effective d'accès aux droits. C'est l'orientation en vigueur au niveau des institutions européennes, dominante parmi les gouvernements nationaux. Elle s'incarne dans les politiques « d'économie de marché et de concurrence non faussée »

comme dans « la libre circulation des biens et des services, des capitaux et des travailleurs ». Cette orientation correspond à ceux qui trouvent leur place dans la société, avec les diplômés mais aussi la diversité de ceux qui se vivent comme des citoyens mobiles. Symétriquement, elle est rejetée par ceux qui vivent cette compétition comme produisant des inégalités illégitimes. Elle induit les peurs et les insécurités qui, aujourd'hui, alimentent les montées des extrêmes droites et la recherche d'identités qui exclut certains groupes.

La deuxième approche affirme qu'avec la mondialisation, nos sociétés ne pourraient plus assurer l'égal accès aux droits fondamentaux pour toutes et tous. Ainsi, partout en Europe, l'extrême droite affirme que défendre l'accès aux droits implique de nier cet accès à certains qui ne seraient pas « légitimes » à en bénéficier (les immigrés, les étrangers, les Roms, les chômeurs qui « abuseraient »...). Elle cherche à imposer que ce serait la condition pour en assurer l'accès aux autres (nationaux, « méritants »...). A l'offensive (presque) partout, ce discours s'alimente des échecs des politiques de « l'égalité des chances » pour l'accès aux droits de tous.

Les forces d'extrême droite et de droites extrêmes porteuses de cette orientation sont au pouvoir dans plusieurs pays. Elles sont majoritaires dans des pays



© DR, LICENCE CC

**Les prochaines élections pour le Parlement européen seront la somme de vingt-sept élections nationales avec des offres politiques différentes d'un pays à l'autre, une variété de récits nationaux concernant l'UE et de multiples attentes que les citoyens exprimeront à cette occasion.**

d'Europe centrale ou exercent une influence déterminante sur des politiques publiques comme au Danemark, en Autriche, en Italie. Elles arrivent d'autant plus à déstabiliser les forces politiques jusque-là majoritaires et à dicter l'agenda du débat public quand les partis traditionnels ont troqué leur « armature politique » pour une posture technocratique, oubliant des pièces entières du logement qu'elles sont censées habiter (démocratie, biens communs, protections sociales...).

La troisième approche s'inscrit dans le cadre des droits pour toutes et tous, celui de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Cette approche se reflète avec force dans l'action associative, syndicale, caritative, très présente en Europe. Les initiatives de la société civile progressiste portent partout, au quotidien, l'universalité des droits en incarnant les combats. Il y a là une force sociétale considérable. Pourtant, elle semble actuellement la plus éclatée dans le champ politique et ses propositions peinent à être entendues dans le contexte de la mondialisation, avec les reculs de l'accès effectif aux droits. Elle a une représentation politique réduite, au gouvernement dans

**« Dans les nombreux pays où les citoyens ont adhéré au rêve du « si je cours, je peux gagner », aujourd'hui le sentiment est que les solutions individualistes ne marchent pas, produisant un terrain favorable pour d'autres offres. »**

quelques rares pays comme au Portugal, et en Grèce dans des conditions de lisibilité précaire.

Si ces trois orientations structurent l'offre politique partout en Europe, les spécificités des trajectoires nationales constituent un cadre prégnant.

### **En Europe centrale, un rattrapage inégalitaire**

La transition en Europe centrale se caractérise par une masse de laissés-pour-compte, et beaucoup de corruption.

La relation à l'Union européenne a toujours d'abord reposé sur la question de la convergence économique et sociale, avec l'attente des transferts du budget européen. Elle est aussi vécue comme une question de justice, de réparation des accords de Yalta (1944) qui avaient laissé ces pays dans l'orbite de l'URSS.

Dans les faits, les inégalités sociales ont cru depuis le changement de 1988-1990, pas seulement dues à la mondialisation comme dans les pays de l'Ouest européen. Beaucoup s'est joué au moment du changement, les trajectoires individuelles prenant le pas sur les protections collectives. La population attribue aussi les inégalités à la corruption, phénomène massif

et endémique, qu'elle associe aux élites postchangement. Ce dernier point est aujourd'hui central dans le débat public.

Arrivés au pouvoir en Pologne et en Hongrie, des gouvernements de droite archaïque peuvent s'attaquer au cadre institutionnel démocratique (équilibre des pouvoirs, indépendance du judiciaire, liberté des médias) en surfant sur les rancœurs dues aux inégalités qui ont affaibli le sens des valeurs portées au début de la transition auprès de couches entières de la population. Ces gouvernements, qui s'attaquent à la démocratie, ont mis en place des prestations sociales et apparaissent ainsi aux laissés-pour-compte plus attentifs aux difficultés sociales que les partis qui ont incarné jusqu'à la caricature les politiques de la compétition émulative pendant les deux premières décennies de la transition.

### **Au Nord, protéger le welfare state**

Dans les pays du côté du nord de l'Europe, le modèle de référence est celui du welfare state et de l'égalité. Ces pays sont entrés dans une Union européenne des années 1990 qui pouvait être considérée comme un prolon-



gement du projet sociétal très égalitaire en vigueur, nationalement. Mais, dès l'origine, cela était allé de pair avec un refus d'une intégration trop forte, ce qui s'est concrétisé par exemple avec des refus d'adopter l'euro ou de mettre en place des mécanismes de transferts financiers, traduisant la réticence à appuyer les pays manifestant des fragilités économiques.

Les partis de l'extrême droite identitaire nationale qui se sont développés dès les années 1990 l'ont fait en dénonçant les risques pour le modèle social national que portent le recul des égalités et la peur de précarisations. Le thème des migrations extra-européennes a été un levier supplémentaire et un accélérateur de l'écoute qu'ils avaient gagnée, l'utilisant avant la crise de 2015 au Danemark, plus récemment en Suède.

### **Au Sud, une Europe en perte de solidarités**

La crise de 2010 a produit chez beaucoup de citoyens une relecture du projet européen. Vues comme des politiques de soutien aux régions plus faibles économiquement avec un objectif affirmé de convergence économique (fonds structurels), les réponses européennes à la crise financière de l'euro sont apparues comme diamétralement contraires à ce que l'Union aurait dû être et dû faire.

Le traitement de la crise grecque a joué dans tous les pays du Sud comme un révélateur des contradictions du projet européen lorsque l'UE a appliqué au non-respect des règles une face « punition », c'est-à-dire qu'elle a imposé aux « faibles » la loi des « forts ». Même si cela ne reflète que partiellement les politiques de l'UE, c'est ce qui a dominé pendant la crise.

La collision frontale entre les attentes (solidarité) et les réalités (punition) a conduit à des effondrements relatifs ou considérables des partis associés au pro-



© MEDIAMODIFIER, LICENCE CC

***Terrorisme, identités particulières, identités globales participent « ponctuellement » de débats pertinents sur l'Europe. Mais il ne faut pas occulter ce qui a structuré les préoccupations des populations sur la dernière période, avec des inégalités accrues.***

jet européen, et à l'émergence de forces politiques se disant alternatives : Syriza en Grèce, Mouvement 5 étoiles en Italie, Podemos et Ciudadanos en Espagne.

La Lega (ex Ligue du Nord), en Italie, illustre de façon particulière la crise sociétale et politique dans son pays. Parti identitaire au Nord porteur d'un projet centré autour du refus d'une solidarité par les transferts financiers vers le Sud, il a opéré un tournant en 2013 en « nationalisant » son approche souverainiste régionale, la tournant contre le traitement par l'UE de la crise de l'euro en Italie. Puis, il a surfé sur le moment migratoire de 2015 et l'absence de solidarité européenne pour une répartition de l'accueil. Il a ainsi construit sa force électorale sur deux jambes : la dénonciation de l'isolement du pays pour l'accueil des migrants et les reculs sociaux qui alimentent la peur des électeurs d'être les prochaines victimes des bouleversements économiques. Le Portugal est un cas particulier au sens où il n'a pas connu l'effondrement des partis traditionnels. Les partis historiques de la gauche se présentent depuis

deux ans comme l'alternative aux politiques austéritaires imposées par l'UE lors de la crise de 2010. Connus pour les sectarismes entre composantes, ils ont eu la capacité à s'allier autour de quelques mesures axées sur des besoins des gens précarisés par l'austérité, cela avec quelques succès. Le relatif laisser-faire de cette politique par les instances européennes, qui pourrait correspondre à des hésitations quant aux réponses à porter à la crise du projet européen, paraît maintenant une légitimité à ces partis historiques.

### **Des tensions dans la société allemande**

L'Allemagne connaît, et une situation économique exceptionnellement favorable, et des tensions sociétales. C'est un pays où les inégalités se sont accrues, notamment par rapport au type d'emploi avec les contrats de travail précaires, créant le sentiment chez des millions de travailleurs d'être durablement laissés de côté. Les couches populaires et les couches moyennes qui, jusque-là, pensaient leur société comme permettant de combiner

marché et social, se vivent dorénavant en insécurité pour l'accès aux droits fondamentaux.

Deux éléments ont exacerbé les tensions dans la société à partir des contradictions des politiques des partis de la grande coalition. D'un côté, l'accueil massif des migrants en 2015, porté par la majorité de la Démocratie chrétienne et justifié par les valeurs humanistes (celles proclamées par l'Europe), a montré la force de la solidarité dans une part importante de la société. De l'autre, alors que l'Allemagne est la principale bénéficiaire de l'espace économique et monétaire commun, elle n'a pas mis en œuvre des politiques de réduction des inégalités internes comme elle a refusé les solidarités avec des pays européens en crise.

Au niveau politique, cela se traduit par une montée du vote d'extrême droite dans une partie des couches moyennes qui craignent d'être les prochaines victimes de déclassements et de précarisations. C'est particulièrement visible dans les Länders les plus prospères de l'est du pays. Les forces d'extrême droite surfent sur cette crainte, distillant des discours contre les migrants, tant sur le coût de l'accueil qu'en faisant l'amalgame avec le risque terroriste.

### **Mettre l'accès aux droits au centre du débat**

Les projets politiques, qui reposent sur l'accumulation de droits individuels en fonction des opportunités auxquelles chacun et chacune accède, doivent être confrontés à une question : comment assurent-ils l'accès aux droits fondamentaux pour toutes et tous, au-delà de ce que donnent les situations individuelles ? C'est essentiel car cette approche, qui est présentée comme libératrice, n'assure pas les sécurités dont il est légitime que tout un chacun bénéficie.

Dans les nombreux pays où les citoyens ont adhéré au rêve du « si je cours, je peux gagner »,

aujourd'hui le sentiment est que les solutions individualistes ne marchent pas. Et l'absence de confiance dans ce qu'assure une société prônant l'individualisme produit un terrain favorable pour d'autres offres.

L'offre « identitaire-excluante » est présentée comme si elle était une offre protectrice. En ce sens, elle parle à nombre de ceux qui sont gagnés par des peurs et cherchent un cadre identitaire qui les rassure. La question posée est donc comment parvenir à montrer que ce n'est pas ainsi qu'on assure durablement protections et droits. Il s'agit de sortir du cercle vicieux d'un affrontement entre ceux qui prônent une égalité des chances qui, dans les faits, n'assure pas l'accès aux droits, et ceux qui prônent des droits-pas-pour-tous. Non que les deux approches soient de même nature. La LDH a toujours clairement et sans condition appelé à rejeter les propositions qui réserveraient les droits à certains. L'histoire a montré que les droits excluant certains ou certaines amènent toujours de la barbarie.

Les approches « égalitaires-solidaires-inclusives » émergent autour de la question écologique, la consommation verte, la recherche d'une qualité de vie qui, par essence, est multidimensionnelle. Elles s'appuient sur une attente d'autres relations humaines et avec la nature. Ces aspirations sont prometteuses pour une société se construisant autour des droits pour tous. Défendre l'approche « égalitaire-solidaire-inclusive » implique de ne jamais rien céder, quels

que soient ceux qui formuleront des propositions d'exclusion de certains de l'accès aux droits, en explicitant systématiquement pourquoi l'exclusion n'est jamais acceptable.

### **Des incertitudes sur les scénarios à venir**

Rien n'assure pour l'instant qu'il y aura partout des forces politiques qui présenteront d'une façon cohérente et systématique l'objectif de sociétés solidaires, égalitaires, démocratiques et inclusives de toutes les diversités. Par contre, on sait qu'on aura un spectre de propositions particulières illustrant notre approche des droits pour tous qui pourront être portées par une grande diversité de partis. Comment faire de cette situation un atout pour le progrès de nos idées, et pas un handicap ? En ces temps politiques complexes et potentiellement démoralisants où, mêmes si elles sont toujours minoritaires, les idées réactionnaires ont le vent en poupe, comment réconcilier dans l'esprit des gens le champ des idées et celui des avancées concrètes ? Lorsqu'Angela Merkel a ouvert les frontières de l'Allemagne en 2015, sa politique, d'une part, nos plaidoyers continus pour l'accueil digne, de l'autre, ne se sont pas renforcés mutuellement.

La question reste posée de savoir comment les objectifs d'égalité, de solidarité, de démocratie, d'inclusion... chemineront dans le contexte des élections européennes. Elle est toujours plus actuelle et le besoin de réponses plus urgent. ●

***Défendre l'approche « égalitaire-solidaire-inclusive » implique de ne jamais rien céder, quels que soient ceux qui formuleront des propositions d'exclusion de certains de l'accès aux droits.***